

Fournitures

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots

Numéro de consultation : DREALPACA-25-003

Procédure de passation : Appel d'offre ouvert – Procédure formalisée

Date et heure limite de remise des offres : 11/11/2025 à 15h00

Table des matières

Article 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE.....	3
1.1	Acheteur.....	3
1.2	Préambule - Contexte.....	3
1.3	Caractéristiques principales de l'accord-cadre.....	3
Article 2 -	MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDES.....	10
2.1	Modalités de passation des bons de commande.....	11
Article 3 -	CLAUSES ADMINISTRATIVES DE L'ACCORD - CADRE.....	12
3.1	Les exigences relatives aux prestations.....	12
3.2	Considérations sociales.....	12
3.3	Considérations environnementales.....	12
3.4	Pénalités.....	12
3.5	Sous-traitance.....	14
3.6	Assurances.....	15
3.7	Autres obligations administratives.....	15
3.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence 16	
3.9	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	18
3.10	Avances.....	19
Article 4 -	DEROGATIONS AU CCAG.....	20

Article 1 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1.1 *Acheteur*

Le présent accord-cadre est porté par :

La Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes Côte d'Azur (DREAL PACA)

16 rue Zattara
CS 70248
13 331 MARSEILLE Cedex 3

Siret : 11000201100044

Elle est représentée par le préfet de la zone de défense Sud ou son représentant.

1.2 *Préambule - Contexte*

Les plans POLMAR (POLLution MARitime) constituent des plans d'intervention spécialisés, applicables en cas de pollution maritime accidentelle par hydrocarbures (ou autre produit chimique). Ils permettent la mobilisation et la coordination de moyens de lutte :

- le dispositif POLMAR/Mer est de la responsabilité des préfets maritimes et a trait aux interventions en mer ;
- le dispositif POLMAR/Terre est applicable sur la frange côtière et relève des préfets de département.

En cas de pollution majeure du littoral, il est nécessaire de faire appel à des entreprises privées. La consultation a pour but de procéder à l'anticipation de marchés publics couvrant les principaux besoins en matière de lutte contre une pollution accidentelle, afin de permettre une meilleure réactivité et un moindre recours à la réquisition.

Ces marchés sont scindés en deux volets :

- 1 volet pour les fournitures et locations : accord-cadre à bons de commande
- 1 volet pour les prestations : accord-cadre avec marchés subséquents

Le **premier volet** sera mis en œuvre dès les premiers jours de la crise et permettra de combler les besoins en matériels pour le personnel engagé sur le terrain.

Le **deuxième volet** sera mis en œuvre dans un deuxième temps, dès que les entreprises pré-identifiées auront proposé une offre d'intervention sur la zone choisie. Les marchés de fournitures et locations du premier volet cesseront dès la mise en œuvre des marchés du deuxième volet.

S'agissant de la mobilisation des marchés POLMAR anticipés zonaux, la préfecture de département est chargée de l'expression de besoins et de la passation des marchés subséquents, la Préfecture de zone est chargée de la signature des marchés subséquents et de l'engagement des dépenses, conformément aux délégations de gestion en vigueur.

Outre les situations de pollution, les marchés conclus pourront également être activés à l'occasion d'exercices.

1.3 *Caractéristiques principales de l'accord-cadre*

1.3.1 *Objet de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions administratives dans lesquelles sont acquises les fournitures pour la lutte contre les pollutions marines sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud.

Les prestations couvertes par le présent marché sont organisées selon l'allotissement décrit à l'article 1.3.3 du présent CCAP. Le marché est multi-attributaires.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques minimales sont indiqués dans le CCTP.

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements du littoral méditerranéen de :

- La région Occitanie (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) : lots 1, 4, 7, 10, 13, 16 ;
- La région PACA (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) : lots 2, 5, 8, 11, 14, 17 ;
- La région Corse (Haute-Corse, Corse du Sud) : lots 3, 6, 9, 12, 15, 18.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. Celles-ci sont indiquées dans le CCTP.

Code(s) CPV de la consultation :

- 44511000 – Outils à main
- 34928480-6 – Conteneurs et poubelles de déchets
- 19500000-1 – Produits en caoutchouc et plastique
- 34930000-5 – équipements maritimes
- 03311000-2 - Poissons

1.3.2 *Périmètre de l'accord-cadre*

L'accord-cadre porte sur les départements du littoral méditerranéen des régions de l'Occitanie, de Provence-Côte d'Azur et de Corse.

1.3.3 *Allotissement*

Le besoin de fournitures est alloti.

Les fournitures sont réparties entre 6 catégories de fournitures désignées ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Désignation des fournitures
Fourniture et livraison d'équipements de ramassage
Fourniture et livraison d'absorbants
Fourniture et livraison filets
Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention
Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux
Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation

L'accords cadre est également alloti par région sur la zone de défense Sud.

N°	Intitulés des lots
1	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – Occitanie
2	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – PACA
3	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – Corse
4	Fourniture et livraison d'absorbants – Occitanie
5	Fourniture et livraison d'absorbants – PACA
6	Fourniture et livraison d'absorbants – Corse
7	Fourniture et livraison filets – Occitanie
8	Fourniture et livraison filets – PACA
9	Fourniture et livraison filets – Corse
10	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – Occitanie
11	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – PACA
12	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – Corse
13	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – Occitanie
14	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – PACA
15	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – Corse
16	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – Occitanie
17	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – PACA
18	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – Corse

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande au sens des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Pour chacun des lots, il est retenu 3 titulaires.

Il est conclu à prix unitaires conformément à l'article R.2112-6-1 du code de la commande publique et tels que mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, annexe à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 3 870 000 € HT, soit 4 644 000 € TTC conformément à l'article R.2162-4-2° du code de la commande publique, réparti entre les lots :

N°Lot	Désignation	Montant maximal HT	Montant maximal TTC
1	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – Occitanie	280 000 €	336 000 €
2	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – PACA	210 000 €	252 000 €
3	Fourniture et livraison d'équipements de ramassage – Corse	140 000 €	168 000 €
4	Fourniture et livraison d'absorbants – Occitanie	280 000 €	336 000 €
5	Fourniture et livraison d'absorbants – PACA	210 000 €	252 000 €
6	Fourniture et livraison d'absorbants – Corse	140 000 €	168 000 €
7	Fourniture et livraison filets – Occitanie	160 000 €	192 000 €
8	Fourniture et livraison filets – PACA	120 000 €	144 000 €
9	Fourniture et livraison filets – Corse	80 000 €	96 000 €
10	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – Occitanie	400 000 €	480 000 €
11	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – PACA	300 000 €	360 000 €
12	Fourniture et livraison de dispositifs de protection au sol, réservoirs, citernes et bacs de rétention – Corse	200 000 €	240 000 €
13	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – Occitanie	320 000 €	384 000 €
14	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – PACA	240 000 €	288 000 €
15	Fourniture et livraison de nourriture pour oiseaux – Corse	160 000 €	192 000 €
16	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – Occitanie	280 000 €	336 000 €
17	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – PACA	210 000 €	252 000 €
18	Fourniture et livraison d'outils pour coupe et taille de végétation – Corse	140 000 €	168 000 €

Le présent accord-cadre pour chacun des lots cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

1.3.5 Durée de l'accord-cadre et délais de réalisation

1.3.5.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa date de notification.

1.3.5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

1.3.5.3 Fractionnement des prestations

Sans objet.

1.3.5.4 Durée et délai de réalisation des bons de commande

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

1.3.6 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements du littoral méditerranéen de :

- La région Occitanie (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) : lots 1, 4, 7, 10, 13, 16 ;
- La région PACA (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) : lots 2, 5, 8, 11, 14, 17 ;
- La région Corse (Haute-Corse, Corse du Sud) : lots 3, 6, 9, 12, 15, 18.

1.3.7 Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement en un original intégralement complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société et son annexe :
 - Le bordereau de prix unitaires (BPU) plafond complété, daté et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise pour chacun des lots ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de

l'accord-cadre.

1.3.8 Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.3.9 Régime financier

1.3.9.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix unitaires sont détaillés dans le cadre du bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix du BPU sont des prix plafonds.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS ;
- le suivi contractuel et toutes les réunions auxquelles le titulaire est convié, qu'elles soient mentionnées ou non dans les documents contractuels.

1.3.9.2 Révision des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Les prix du marché réputés pratiqués à la date de notification sont révisables trimestriellement.

Choix des index

Les index sont publiés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Révision des prix

Les prix de base sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule mentionnée ci-dessous :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (I_m/I_0)]$$

dans laquelle

P = prix révisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565187 - en vigueur au mois d'établissement des prix

Im = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 01565187- à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

1.3.9.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

1.3.9.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

1.3.10 Dispositions diverses

1.3.10.1 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

A l'issue de chaque réunion, une fiche liaison technique est complétée. Les comptes-rendus sont rédigés par le titulaire. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions est faite par le représentant du titulaire. Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

1.3.11 Notification des informations

1.3.11.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

1.3.11.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

1.3.11.3 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent également via le profil acheteur PLACE ou par adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lors des échanges par adresse électronique, le titulaire accuse réception des messages qui lui sont transmis. La date de l'accusé de réception vaut date de notification. A défaut, passé 2 jours ouvrables, le message transmis est considéré comme notifié.

1.3.12 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

1.3.13 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En plus des cas de résiliation prévus aux articles 40 à 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre, soit à l'égard d'un titulaire en particulier (résiliation individuelle) soit à l'égard de l'ensemble des titulaires, le cas échéant d'un lot, (résiliation collective).

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés en cours d'exécution.

1.3.14 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

1.3.15 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif **de Marseille**.

Article 2 - MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDES

2.1 2.1 Modalités de passation des bons de commande

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :
Le préfet de la zone de défense Sud ou son représentant.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 18 h, par télécopie ou par voie électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en télécopie ou par voie électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- n° de marché ;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu de livraison et la zone géographique concernée
- Le délai de livraison ;
- La référence du marché.

2.2 Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations du bon de commande part à compter de la réception de l'accusé de réception du bon de commande (week-ends et jours fériés non inclus). Le prestataire dispose d'un délai de **72 h** pour commencer la ou les livraisons.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée dans l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

2.3 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.4 Mobilisation du marché

Les bons de commande, qui déterminent la quantité des prestations ou des produits demandés, sont émis sans négociation, ni remise en concurrence des titulaires. Pour chaque lot (cf. article 2.4), ils sont répartis entre les titulaires selon la méthode dite « en cascade » :

- Les bons de commande sont notifiés à celui des titulaires qui a remis l'offre classée 1ère lors du jugement des offres après vérification de sa capacité à réaliser les prestations attendues dans le délai imparti.

- Si le titulaire classé 1er n'est pas en mesure d'assurer tout ou partie des prestations attendues dans le délai donné et/ou en cas de défaillance partielle ou totale de celui-ci, une vérification sera effectuée auprès du titulaire classé 2ème afin de connaître ses capacités à se substituer ou à compléter les prestations défaillantes du titulaire classé 1er. Un bon de commande lui sera notifié.

Article 3 - CLAUSES ADMINISTRATIVES DE L'ACCORD - CADRE

3.1 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

3.2 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

3.3 Considérations environnementales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durables.

Les équipements, matériels et produits fournis devront :

- Être conformes aux normes environnementales et de sécurité en vigueur (ex. : certifications ISO, écolabels, absence de substances dangereuses) ;
- Privilégier les matériaux recyclés ou recyclables, durables et faciles à entretenir pour limiter les déchets et la consommation de ressources ;
- Présenter une faible toxicité pour les milieux aquatiques et marins, en particulier pour les produits absorbants ou dispersants utilisés lors des interventions ;
- Être conditionnés de manière à limiter les déchets d'emballage non recyclables. Ces exigences permettent de garantir la cohérence entre les objectifs environnementaux du marché et les moyens mobilisés, en limitant les pollutions secondaires

3.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

3.4.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

3.4.2 Pénalités diverses

Pour l'ensemble des pénalités énumérées ci-après, le titulaire (mandataire en cas de groupement) et l'entreprise responsable pourront se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par l'acheteur ou son représentant.

3.4.2.1 Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 500 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RPA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

3.4.2.2 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect des dispositions du point 3.3 du CCAP, le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par infraction constatée.

3.4.3 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

3.4.4 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

3.5 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

3.6 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

3.7 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

3.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre, du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2022 relative à l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

3.9 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa

marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

3.10 *Avances*

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 40 % du montant initial TTC du bon de commande.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Article 4 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
1.3.10.2	3.4.1	Désignation de l'interlocuteur du titulaire dans son offre
1.3.13	Compléments des articles 40 à 42	Motifs supplémentaires de résiliation
4.5.1	14.1.1	Pénalités applicables de plein droit sans mise en demeure préalable
4.5.5	14.1.3	Pas de seuil d'exonération des pénalités